Évaluation Multisectorielle des Besoins des Demandeurs d'Asile et Population Hôte à Timalah-Notadouo et Nioroningué

FICHE D'INFORMATION

Juillet, 2024 I Côte d'Ivoire

MESSAGES CLÉS

100% des demandeurs d'asile sur le site à Nioroningué et à Timalah-Notadouo ont eu accès à l'aide humanitaire. Parmi ceux qui ont reçu l'aide, 85% et 44% respectivement à Nioroningué et à Timalah-Notadouo ont mentionné que l'aide ne couvre pas leurs besoins essentiels car non suffisant.

28% de la population en dehors du site à Nioroningué et 46% à Timalah-Notadouo ont reçu l'aide. 86% et 46% de ceux-ci, respectivement à Nioroningué et à Timalah-Notadouo, ont mentionné que l'aide reçue ne couvrait pas leurs besoins essentiels car non suffisant.

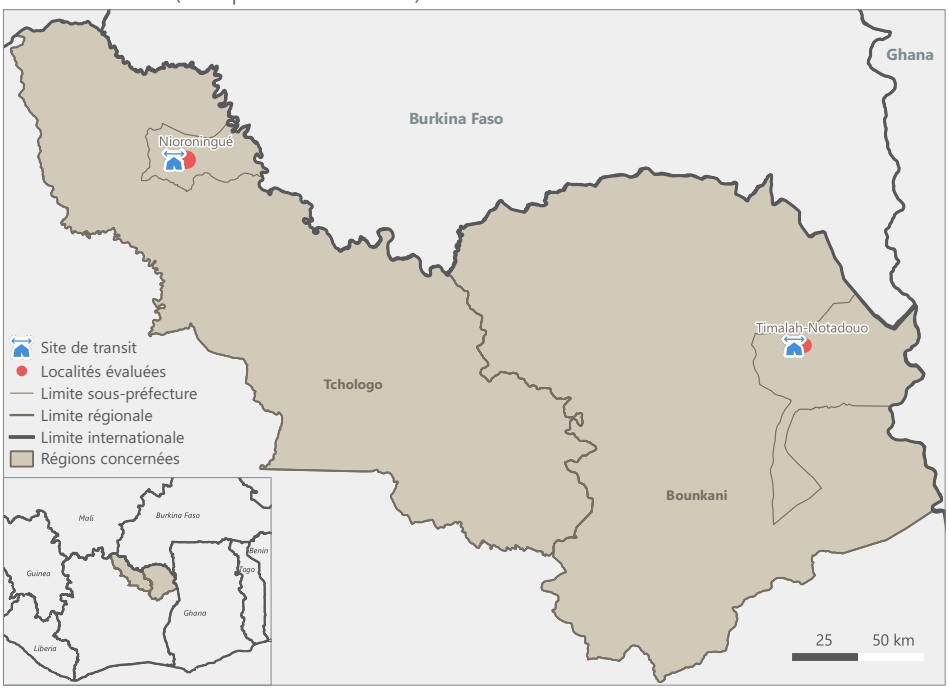
100% des demandeurs d'asile sur le site et la population en dehors des sites à Nioroningué **ont eu accès aux soins de santé**. Cette situation s'expliquerait par l'assistance médicale de Médecins Sans Frontières (consultations, soins primaires, nutrition et conseils pré et post-natals). **En revanche, 29% des demandeurs d'asile sur le site et 19% de la population en dehors du site** à Timalah-Notadouo **n'ont pas eu accès aux services de santé. La raison principale rapportée par 76% des demandeurs d'asile sur le site et 80% de la population en dehors du site était l'insuffisance de moyens financiers pour couvrir les frais de consultation ou de traitement.**

La totalité des ménages interrogés sur le site et en dehors du site à Nioroningué comme à Timalah-Notadouo **ont accès à de l'eau potable.** Cependant, ils ont rencontré des difficultés pour y accéder. **Le problème le plus commun rapporté par 68% des ménages était le temps d'attente excessivement long.**

72% et 78% de la population en dehors du site, respectivement à Nioroningué et à Timalah-Notadouo**, ont mentionné que l'agriculture était leur principale source de revenu**. Sur les deux sites de transit en revanche, **100% des demandeurs d'asile ont rapporté que l'assistance humanitaire était la principale source de revenu.**

Des stratégies d'adaptation pour faire face aux besoins de nourriture ont été mentionnées par les ménages en dehors du site et sur le site. À Nioroningué, les ménages interrogés ont eu recours à **l'emprunt d'argent en dehors du site (23%) et sur le site (59%)**. À Timalah-Notadouo, également **l'emprunt d'argent (62%)** est la stratégie la plus courante sur le site, tandis que **la consommation des stocks de semence (15%)** est principalement rapportée en dehors du site. Cela suggère un potentiel accès des ménages hors site à la nourriture, tandis que les demandeurs d'asile sur site font face à un accès restreint à l'alimentation, ce qui pourrait nuire à leur sécurité alimentaire.

Carte 1 : Localités de collecte de données - Nioroningué (Sous-préfecture de Ouangolodougou) et Timalah-Notadouo (Sous-préfecture de Bouna)



CONTEXTE

La situation sécuritaire et humanitaire au Mali et au Burkina Faso s'est continuellement dégradée depuis mai 2021,[1] provoquant des déplacements massifs de populations vers la Côte d'Ivoire. Le nombre de demandeurs d'asile a connu une augmentation significative depuis le début de l'année 2024.[2] Les régions frontalières du Tchologo et du Bounkani accueillaient la plupart (98%) de ces demandeurs d'asile estimé au nombre de 52 356 dans tout le pays au 30 juin 2024.[3] En réponse à l'afflux de demandeurs d'asile, le gouvernement ivoirien a mis en place deux sites de transit en juillet 2023, estimés chacun à une capacité de 7 000 personnes dans les régions du Tchologo et du Bounkani. En juin 2024, le processus de relocalisation a permis de dénombrer 6 415 demandeurs d'asile sur le site de transit de Timalah-Notadouo (Bounkani) et 5 997 demandeurs d'asile sur celui de Nioroningué (Tchologo).[4] Compte tenu de la saturation des sites de transit, ce processus de relocalisation a été interrompu.

L'afflux de demandeurs d'asile accentue la pression sur les services de base et les ressources naturelles déjà limitées dans les régions d'accueil.[5] En octobre 2023, une évaluation territoriale menée par REACH dans trois zones, incluant Nioroningué et Timalah-Notadouo, a permis d'identifier la disponibilité des infrastructures de base et d'évaluer les conditions de vie des populations locales et des demandeurs d'asile.[6] **Les résultats ont confirmé un accès restreint à certains services de base, notamment aux points d'eau, aux centres de santé adéquats à proximité des localités hôtes des sites et aux marchés.** Les populations locales et les demandeurs d'asile sur les sites font face à de nombreux défis. Afin de soutenir la résilience des demandeurs d'asile et de la population hôte dans l'accès aux infrastructures et aux moyens de subsistance dans les deux localités, **des interventions humanitaires ont été mise en œuvre par l'état ivoirien et les organismes internationaux. Cependant, un manque d'information persiste** concernant l'ampleur de la limitation de cet accès aux services et ses conséquences sur les besoins ainsi que les conditions de vie des demandeurs d'asile et de la population hôte.

C'est pourquoi en mars 2024, REACH a mené une évaluation représentative multisectorielle des besoins des **demandeurs d'asile résidant sur les sites**, ainsi que des **populations résidant en dehors des sites** dans l**es localités de Nioroningué** (sous-préfecture de Ouangolodougou, région du Tchologo) **et Timalah-Notadouo** (sous-préfecture de Bouna, région du Bounkani)**. Ces deux localités évaluées sont celles accueillant les deux sites de demandeurs d'asile**

Ce rapport présente les résultats de cette évaluation multisectorielle des besoins des demandeurs d'asile et de la population hôte des localités de Nioroningué et de Timalah-Notadouo.

OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

Comprendre les dynamiques de déplacement des demandeurs d'asile, ainsi que **l'accès aux moyens de subsistance des populations demandeurs d'asile et hôtes**.

Identifier les besoins multisectoriels des demandeurs d'asile et population hôte sur sites et hors sites.

Informer les acteurs locaux et internationaux de manière précise et territorialisée sur la redevabilité envers les populations affectées pour permettre de fournir une réponse adaptée aux besoins exprimés par les populations affectées.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
REACH Informing more effective humanitarian action

DYNAMIQUE DE DÉPLACEMENT

En février 2024, le rapport du Haut-commissariat des Nations unis pour les réfugiés (UNHCR) a montré **une hausse de 3 530 demandeurs d'asile enregistrés dans le Nord de la Côte d'Ivoire.**[7] Ce rapport montre que **99.5% de demandeurs d'asile enregistrés dans le Nord de la Côte d'Ivoire provenaient du Burkina Faso**. À ce titre, **l'évaluation menée par REACH à Nioroningué et à Timalah-Notadouo a montré que 100% des demandeurs d'asile interrogés étaient originaire du Burkina Faso, avec un tiers en provenance de la région du haut bassin (33%).** En outre, cette étude a démontré que la majorité des demandeurs d'asile à **Nioroningué (80%) et à Timalah-Notadouo (87%) étaient installés auparavant dans d'autres localités de la Côte d'ivoire avant leur relocalisation sur le site de transit. Les régions les plus fréquentées** par ceux-ci **sont principalement le Tchologo** (les sous-préfectures de Ouangolodougou et Ferkessédougou), **le Bounkani** (les sous-préfectures de Bouna, Doropo et Teheni) et enfin **le Hambol** (sous-préfecture de Niakaramadougou).

Carte 2 : % de ménages interrogés sur site en provenance du Burkina Faso selon leur(s) région(s) d'origine.

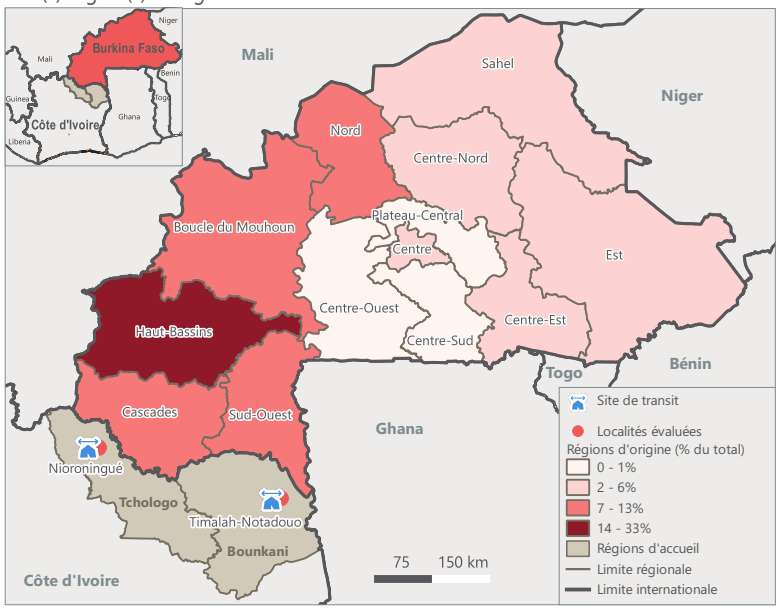
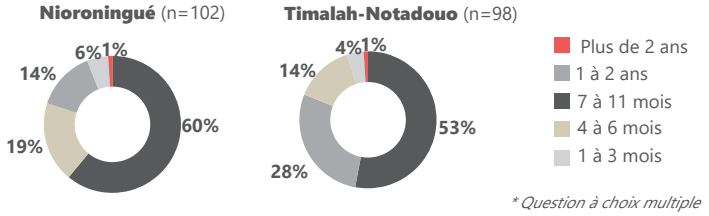


Figure 1 : % de ménages demandeurs d'asile interrogés sur site, par durée d'installation en Côte d'Ivoire. *



** Question à choix multiple*

Carte 3 : Localités fréquentées par les demandeurs d'asile interrogés, avant leur relocalisation sur les sites de transit, en nombre de demandeurs d'asile

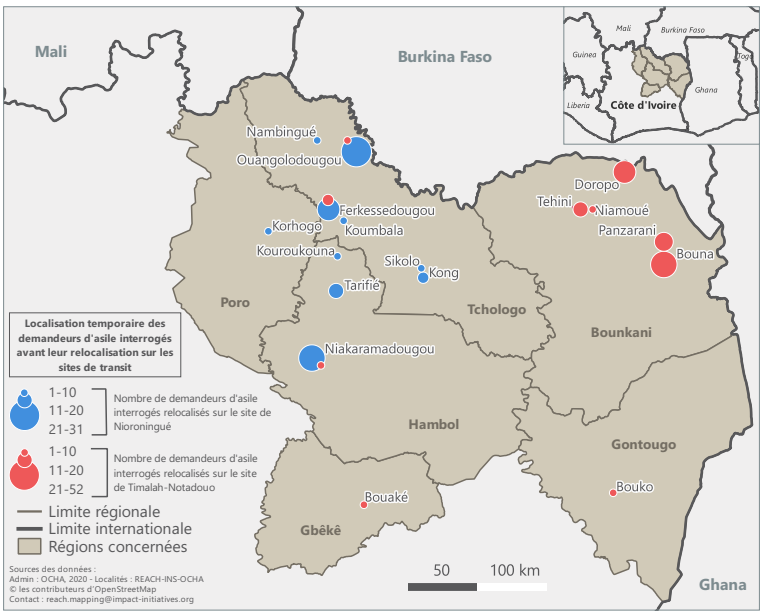


Figure 2 : Principales raisons incitant les demandeurs d'asile sur site à quitter les localités fréquentées auparavant, en % de ménages. *
(3 réponses les plus souvent rapportées)

Nioroningué (n=102)			Timalah-Notadouo (n=98)	
52%	Insuffisance de l'aide	1	Relocalisation vers le site	82%
51%	Relocalisation vers le site	2	Insécurité alimentaire	21%
20%	Insécurité	3	Pas d'opportunité	20%

** Question à choix multiple*

Tableau 1 : Principaux facteurs d'attraction, conduisant les demandeurs d'asile à résider dans les localités actuelles, en % de ménages par localité. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*

	Nioroningué (n=102)	Timalah-Notaduo (n=98)
Aide humanitaire	96%	84%
Sécurité	79%	74%
Relocalisation des demandeurs d'asile (installation de sites de transit)	46%	77%

** Question à choix multiple*

Figure 3 : Principales difficultés rencontrées par les demandeurs d'asile résidant sur site, depuis leur arrivée sur le site, en % de ménages par localité. *
(3 réponses les plus souvent rapportées)

	Nioroningué (n=102)	Timalah-Notadouo (n=98)
Problème d'abri	84%	74%
Manque de nourriture et d'aliments	82%	77%
Difficultés d'accès à l'eau	48%	57%

** Question à choix multiple*

Figure 4 : % de ménages demandeurs d'asile ayant constaté des changements, par rapport aux difficultés rencontrées depuis leur arrivée sur le site. *

Nioroningué (n= 102)	Timalah-Notadouo (n=98)
87%	80%

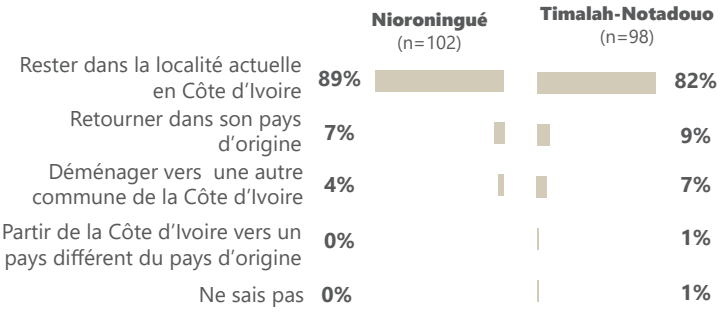
** Question à choix unique*

Figure 5 : Difficultés persistantes ou émergentes, en % de ménages demandeurs d'asile ayant observé des changements. *
(3 réponses les plus souvent rapportées)

Nioroningué (n=83)			Timalah-Notadouo (n=71)	
72%	Difficultés d'accès à l'eau	1	Difficultés d'accès à l'eau	79%
55%	Manque de nourriture	2	Manque de nourriture	59%
49%	Manque de travail	3	Problème de santé physique et mentale	42%

** Question à choix multiple*

Figure 6 : Intentions de déplacement dans les 6 prochains mois suivant la période de la collecte, en % de ménages demandeurs d'asile évalués par site. *



** Question à choix unique*

Tableau 2 : Motifs de déplacement dans les villes voisines, en % de ménages évalués par localité et par groupe de population. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*

	Nioroningué		Timalah-Notaduo	
	Hors site (n=83)	Sur site (n=94)	Hors site (n=71)	Sur site (n=77)
Pour acheter des produits ou de la nourriture	95%	96%	90%	74%
Pour accéder à des services	37%	19%	77%	53%
Pour être avec des amis ou de la famille	58%	30%	46%	23%

** Question à choix multiple*

Plus de trois quarts des demandeurs d'asile interrogés sur le site à Nioroningué et à Timalah-Notadouo **se rendent dans des villes voisines plus d'une fois par mois. 95% et 63% de la population en dehors du site,** respectivement à Nioroningué et à Timalah-Notadouo, **se rendent à cette même fréquence dans les villes voisines.**

COHÉSION SOCIALE

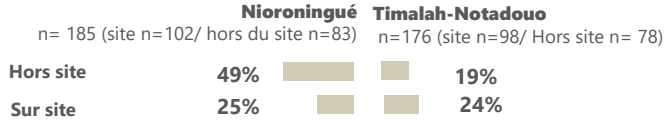
Selon 5 informateurs clés (IC) à Ouangolodougou et 3 à Bouna, **il existe une coopération efficace entre les demandeurs d'asile et la population résidant en dehors du site**. Cependant, il a été observé que **cette bonne collaboration était davantage prononcée à Ouangolodougou qu'à Bouna.** Toutefois, **la situation sociale et humanitaire a connu une amélioration par rapport au début de l'intervention humanitaire** selon 1 IC à Ouangolodougou et 2 IC à Bouna. 4 IC à Ouangolodougou ont révélé qu'**il existe une dynamique de collaboration positive entre les demandeurs d'asile sur le site.**

Malgré cette coexistence positive, **diverses tensions ont été identifiées** par 6 IC **principalement à Bouna.** Parmi celles-ci, les craintes de l'escalade des conflits déjà existants depuis plusieurs années entre agriculteurs et éleveurs, ont été soulevées par 5 IC. Cette observation est également soutenue par l'organisation non gouvernementale (ONG) Equal Access dans son rapport intitulé : "Analyse des dynamiques induites par le flux de populations déplacées". Selon ce rapport, **la région du Bounkani dans laquelle se trouve le département de Bouna a été confrontée à des défis qui exacerbent la cohabitation entre les utilisateurs des terres. La pratique de l'agriculture extensive et le non-respect de certaines règles par les éleveurs constituent l'une des raisons de ces conflits entre agriculteurs et éleveurs.**[8] En outre, **36% des ménages interrogés hors site et 10% sur site à Timalah-Notadouo ont rapporté l'existence de tensions dans la localité de Bouna au cours des 6 derniers mois précédant la collecte.**

Comme noté dans l'Evaluation de REACH déjà citée, **il existe des mécanismes de réponse, tels que la gestion à l'amiable et les alliances inter-ethniques, qui contribueraient efficacement au règlement des conflits et au renforcement de la cohésion sociale.**[9] **Ces mécanismes de réponses impliquent des acteurs tels que les acteurs communautaires (la chefferie, l'organisation des jeunes, des femmes, des éleveurs...) et les acteurs administratifs (sous-préfet, maire...**).

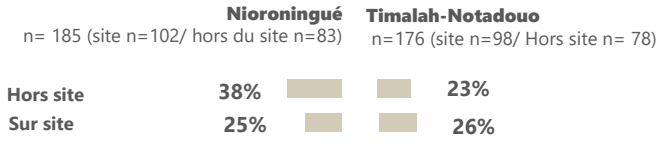
Ces résultats mettent en évidence que la région, surtout celle de Bouna, est sensible aux conflits et soulignent la nécessité d'une approche intégrée pour gérer et résoudre ces tensions, en raison de la complexité des dynamiques de conflits observées.

Figure 7 : % de ménages participant aux activités commerciales, par localité et groupe de population. *



** Question à choix unique*

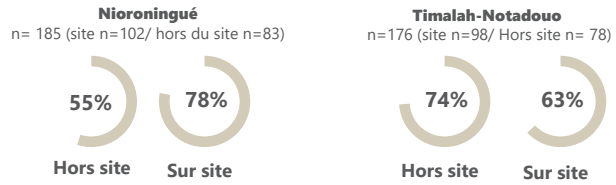
Figure 8 : % de ménages participant à d'autres activités économiques ou socioculturelles, par localité et groupe de population. *



** Question à choix unique*

PROTECTION

Figure 9 : % de ménages dont au moins un membre n'a pas de documents civils considérés essentiels, par localité et groupe de population. *



** Question à choix unique*

Tableau 3 : % de ménages dont au moins un membre n'a pas de documents civils considérés essentiels, par type de document(s) manquant(s), par localité et par groupe de population. *

	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors site (n=46)	Sur site (n=80)	Hors site (n=58)	Sur site (n=62)
Acte de naissance	91%	98%	81%	89%
Carte d'identité nationale	63%	69%	60%	56%
Passeport	0%	5%	34%	32%
Permis de conduire	2%	4%	36%	39%
Carte de sécurité sociale	2%	18%	26%	24%
Carte de résidence ou de séjour	0%	8%	2%	42%
Certificat de mariage ou de partenariat civil	0%	3%	26%	24%
Titre de propriété ou contrat de location	0%	1%	24%	21%
Certificat de scolarité ou diplômes	0%	3%	24%	23%
Carte de vaccination ou carnet de santé	2%	20%	36%	47%
Contrat de travail ou attestation d'emploi	0%	3%	24%	23%
Document de régularisation administrative	0%	9%	0%	8%
Preuve de revenu ou d'assistance sociale	2%	4%	26%	21%
Documents fiscaux	9%	9%	24%	21%

** Question à choix multiple*

Seulement 8 ménages en dehors du site ont mentionné des difficultés d'accès aux services de base à Nioroningué et à Timalah-Notadouo en raison d'un manque de documents civils. En revanche, aucun ménage demandeur d'asile n'a mentionné des difficultés d'accès aux services de base en raison d'un manque de documents civils.

Tableau 4 : % de ménages ayant connaissance d'incidents de sécurité et de sûreté[10] vécus par des ménages hôtes ou demandeurs d'asile dans leur localité, au cours 3 mois précédant la collecte des données. *

	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors site (n=102)	Sur site (n=83)	Hors site (n=98)	Sur site (n=78)
Hôte	0%	0%	15%	0%
Demandeurs d'asile	0%	0%	3%	6%

** Question à choix multiple*

Selon l'évaluation, **seulement Timalah-Notadouo présente des incidences de sécurité et de sureté impliquant les ménages hôtes ou les demandeurs d'asile**. En dehors du site, **la violence familiale** a été mentionnée par 10 ménages parmi 15 ménages qui ont rapporté des incidences. Sur le site en revanche, **le vol** a été principalement rapporté par 4 demandeurs d'asile parmi 8 ménages demandeurs d'asile qui ont mentionné des incidences.

Figure 10 : Type de réseaux de soutien accessible en cas d'incidents de sécurité et de sûreté, en % de ménages par localité et par groupe de population. *

** Question à choix multiple*

ÉDUCATION

Tableau 5 : % de ménages dont au moins un enfant d'âge scolaire ne va pas à l'école pendant l'année scolaire 2023-2024 selon l'âge et le sexe, par localité et par groupe de population. *

	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors site	Sur site	Hors site	Sur site
Filles de 6-14 ans	2% (n=55)	2% (n=58)	4% (n=24)	2% (n=65)
Jeunes Femmes de 15-17 ans	5% (n=20)	0% (n=18)	0% (n=18)	0% (n=28)
Garçon de 6-14 ans	2% (n=57)	1% (n=67)	3% (n=37)	2% (n=67)
Jeunes Hommes de 15-17 ans	4% (n=23)	0% (n=28)	7% (n=14)	0% (n=31)

** Question à choix unique*

Figure 11 : Principales barrières d'accès à l'éducation scolaire des enfants de 6 à 17 pendant l'année scolaire 2023-2024, par localité et par groupe de population. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*

** Question à choix multiple*

SANTÉ

Figure 12 : % de ménages dont au moins un membre a rencontré des problèmes de santé nécessitant l'accès à des soins au cours des trois derniers mois précédant la collecte, par localité et par type de population.

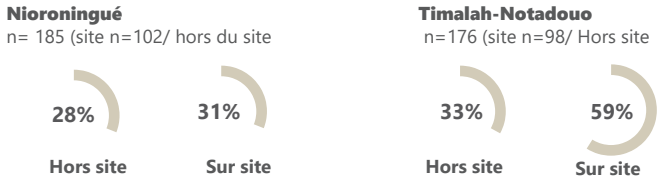
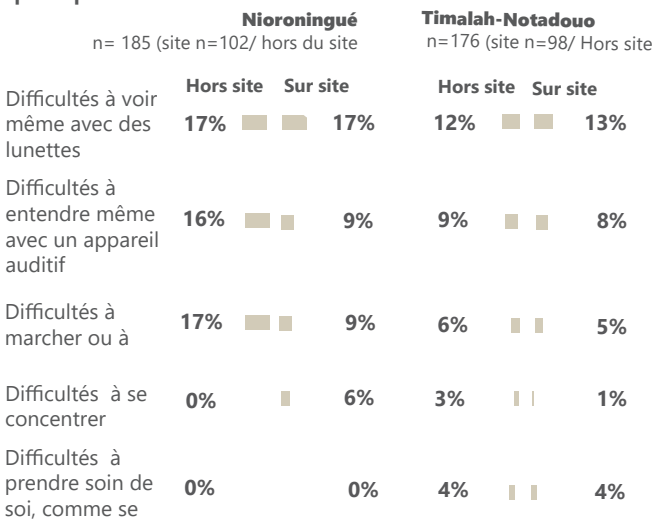
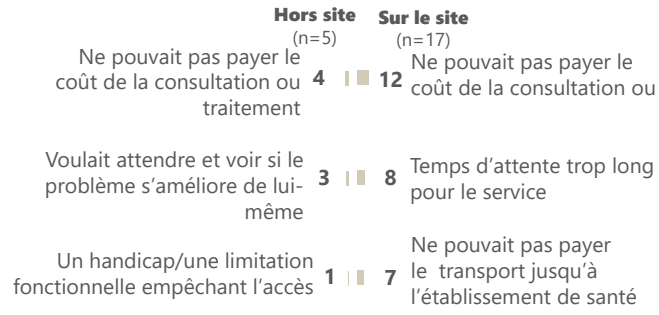


Figure 13 : % de ménages dont au moins un membre a des difficultés spécifiques de santé. *



** Question à choix unique*

Figure 14 : Nombre de ménages dont au moins un membre a rencontré des difficultés d'accès aux services de santé lorsqu'il avait des problèmes de santé nécessitant des soins à Timalah-Notadouo. *
(3 réponses les plus souvent rapportées)



** Question à choix multiple*

Figure 15 : Difficultés rencontrées en accédant aux services de santé, en % de ménages par localité et par type de population. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*

** Question à choix multiple*

Tableau 6 : % de ménages par temps de trajet rapporté pour accéder à l'établissement de santé fonctionnel, en utilisant le mode de transport habituel. *

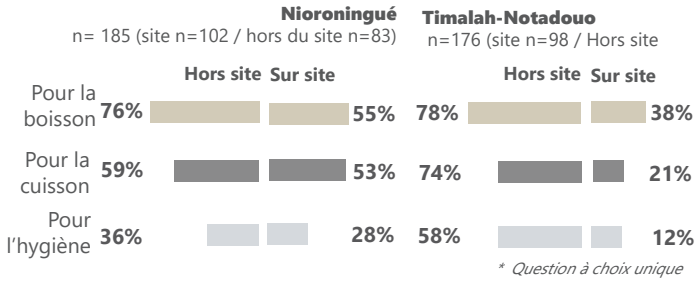
	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors site (n=102)	Sur site (n=83)	Hors site (n=98)	Sur site (n=78)
Plus de 2 heures	0%	1%	9%	21%
Entre 1 heure et 1 heure 59 minutes	0%	2%	23%	16%
Entre 15 et 30 minutes	66%	37%	35%	35%
Entre 30 minutes et 59 minutes	33%	18%	33%	22%
Moins de 15 minutes	1%	41%	0%	4%
Ne sais pas	0%	1%	0%	1%

** Question à choix multiple*

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

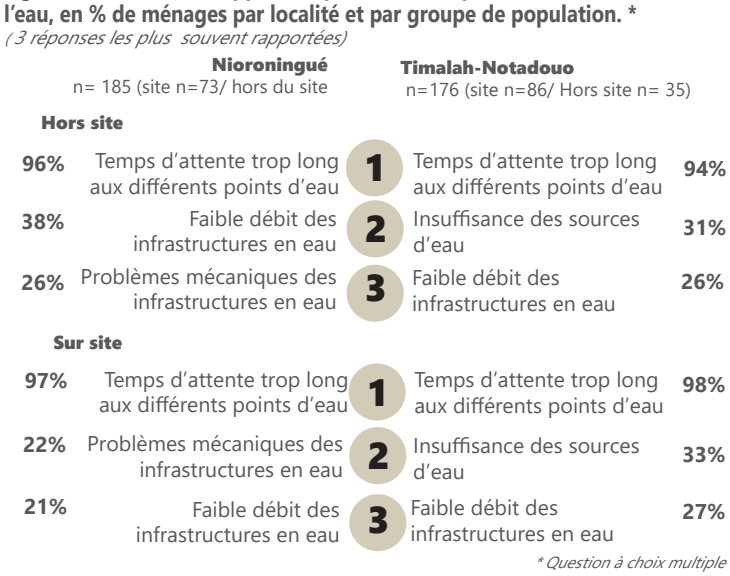
100% des ménages interrogés à Nioroningué en dehors du site et sur le site utilisent la pompe à motricité humaine (PMH) comme la principale source d'eau potable. À Timalah-Notadouo en revanche, **98 % des ménages sur site utilisent la PMH tandis que 2 % utilisent des sachets d'eau**.

Figure 16 : % de ménages ayant accès à une quantité suffisante d'eau, par localité et par groupe de population. *



** Question à choix unique*

Figure 17 : Difficultés rapportées par ordre d'importance limitant l'accès à l'eau, en % de ménages par localité et par groupe de population. *
(3 réponses les plus souvent rapportées)



** Question à choix multiple*

Tableau 7 : Temps nécessaire estimé pour se rendre à la source d'eau, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de ménages par localité et par groupe de population. *

	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors site (n=102)	Sur site (n=83)	Hors site (n=98)	Sur site (n=78)
Plus de 4 heures	19%	51%	6%	71%
Entre 3 heures et 3 heures 59 minutes	30%	27%	1%	9%
Entre 2 heures et 2 heures 59 minutes	30%	18%	5%	12%
Entre 1 heure et 1 heure 59 minutes	10%	4%	28%	1%
Entre 30 minutes et 59 minutes	1%	0%	21%	4%
Entre 15 minutes et 30 minutes	10%	0%	29%	1%
Moins de 15 minutes	0%	0%	8%	1%
Ne sais pas	0%	0%	1%	0%

** Question à choix unique*

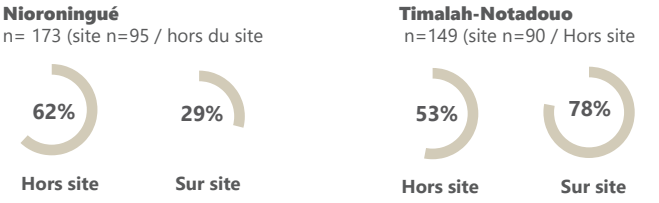
Selon l'évaluation de REACH sur l'accès des populations aux services et infrastructures de base , il y avait une insuffisance de pompes fonctionnelles dans les localités de Nioroningué et de Timalah-Notadouo.[11] Cette évaluation a également mentionné que la surexploitation des pompes causait des dommages entraînant un manque d'eau. Les infrastructures en eau n'étaient pas suffisantes pour répondre à la demande de la population en dehors du site et sur le site. Par conséquent, cette pénurie d'eau favorisait de longue files d'attente aux points d'eau.

Tableau 8 : % de ménages interrogés utilisant une installation sanitaire, par type d'installation sanitaire utilisée, par localité et par groupe de population. *

	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors site (n=102)	Sur site (n=83)	Hors site (n=98)	Sur site (n=78)
Défécation à l'air libre	1%	0%	77%	0%
Latrines / toilette à compostage	17%	0%	0%	0%
Latrines fosse avec dalle fermée	61%	92%	22%	99%
Latrines à fosse sans dalle/fosse ouverte	19%	7%	0%	1%
Toilettes avec chasse d'eau	1%	1%	1%	0%

** Question à choix unique*

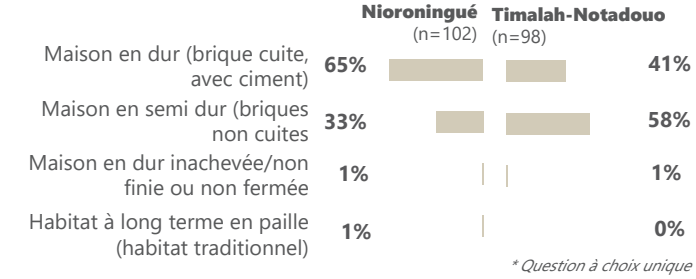
Figure 18 : % de ménages comptant des femmes et des filles en âge de menstruation ayant accès à des articles de MHM en quantité suffisante par groupe de population et par localité. * *(calculé sur la base des ménages ayant rapporté la présence de membres féminins du ménage âgés de 6 à 59 ans).*



** Question à choix unique*

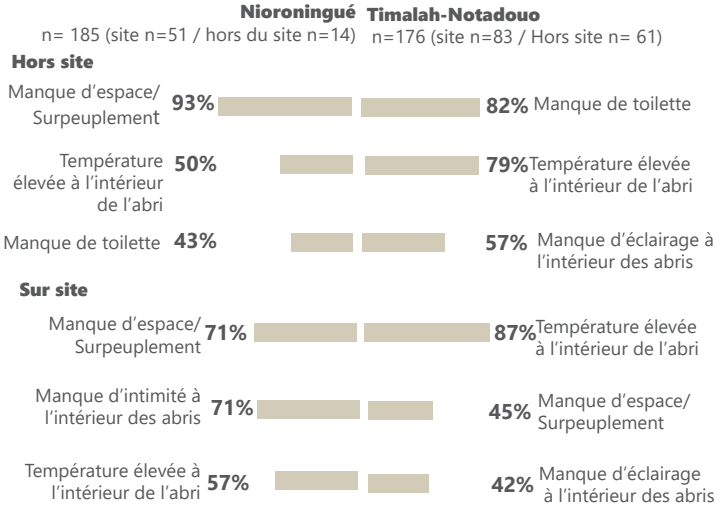
ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

Figure 19 : Principaux types d'hébergement occupés par les répondants hors site, en % de ménages par localité. *



** Question à choix unique*

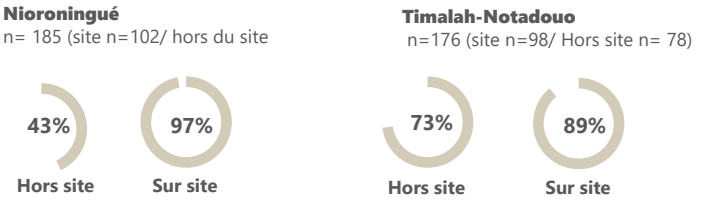
Figure 20 : Principaux types de problèmes relatifs aux logements, en % de ménages par localité et par groupe de population. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*



** Question à choix multiple*

85% et 50% des demandeurs d'asile sur les sites de transit respectivement à Timalah-Notadouo et à Nioroningué **rencontrent des difficultés liées à leurs logements.** En dehors du site, **les problèmes relatifs aux logements de la population hôte interrogée à Timalah-Notadouo (78%) parait plus critique que celle de Nioroningué (17%).**

Figure 21 : % de ménages en situation de manque d'articles non alimentaire essentiels, par localité et par groupe de population. *



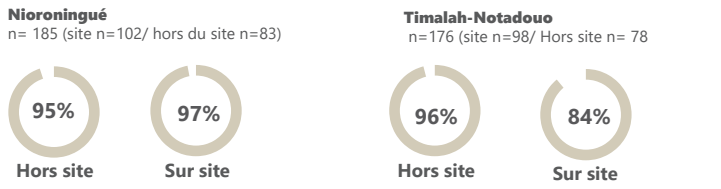
** Question à choix unique*

Tableau 9 : Articles non alimentaires essentiels manquant par type d'article, en % de ménage par localité et par groupe de population. *

	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors site (n=36)	Sur site (n=99)	Hors site (n=57)	Sur site (n=87)
Ustensile de cuisine	33%	51%	30%	44%
Bidons en plastique	8%	36%	54%	59%
Seau avec couvercle	22%	40%	47%	24%
Seau sans couvercle	8%	25%	7%	23%
Bassine	22%	46%	14%	52%
Moustiquaire	39%	30%	68%	9%
Supports de couchage	75%	90%	63%	69%
Couvertures/draps	42%	93%	44%	60%
Savons de lessive	42%	71%	37%	62%
Savons de toilette	28%	75%	46%	61%

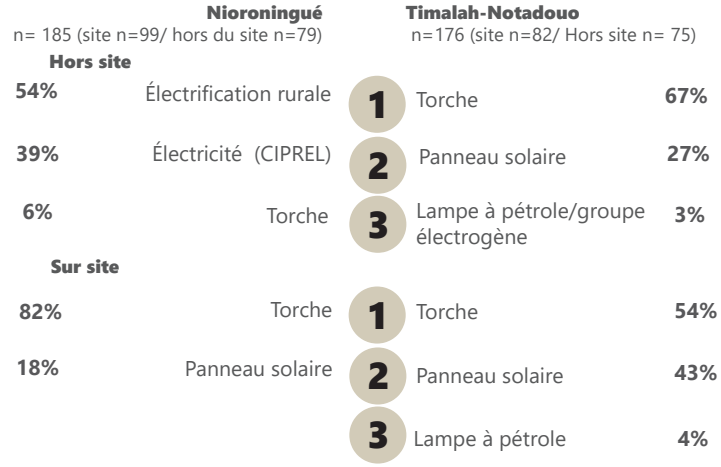
** Question à choix multiple*

Figure 22 : % de ménages disposant d'une source d'énergie pour l'éclairage, par localité et par groupe de population. *



** Question à choix unique*

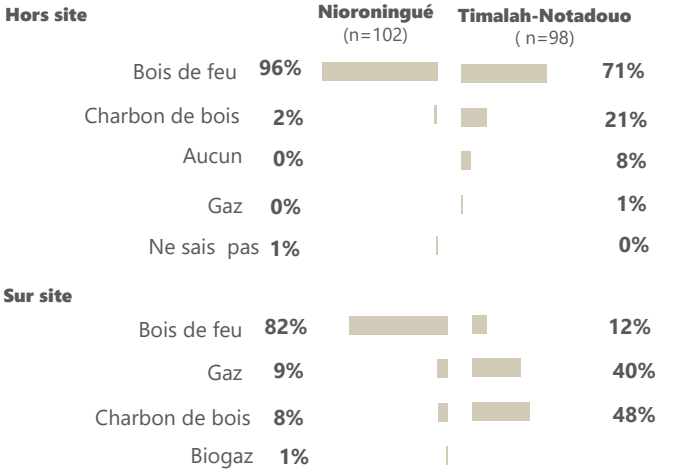
Figure 23 : Principales sources d'énergie pour l'éclairage, par localité et par groupe de population. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*



** Question à choix multiple*

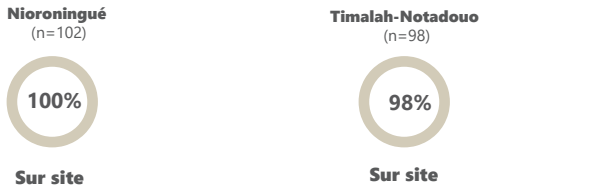
La principale source d'énergie utilisée par les ménages interrogés **en dehors et sur le site à Timalah-Notadouo est la torche.**
À Nioroningué, l'électricité rurale est la principale source d'éclairage en dehors du site, tandis que **la torche est utilisée comme la principale source d'énergie sur le site.**

Figure 24 : % de ménages par principales sources d'énergies les plus souvent utilisées pour préparer les repas, par localité et par groupe de population. *



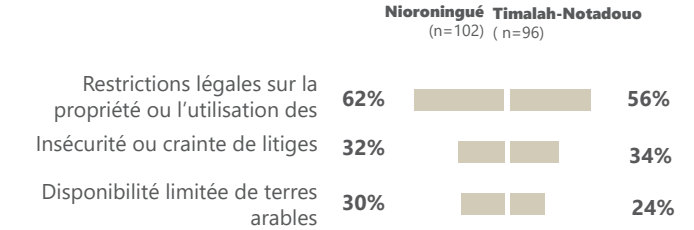
** Question à choix unque*

Figure 25 : % de ménages demandeurs d'asile interrogés sur le site de transit qui ne disposent pas d'un accès sécurisé à la terre pour la culture ou d'autres usages, par localité et par groupe de population. *



** Question à choix unique*

Figure 26 : % de ménages demandeurs d'asile interrogés sur site ne possédant pas une terre/champs par type de raison, par localité et par groupe de population. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*



** Question à choix multiple*

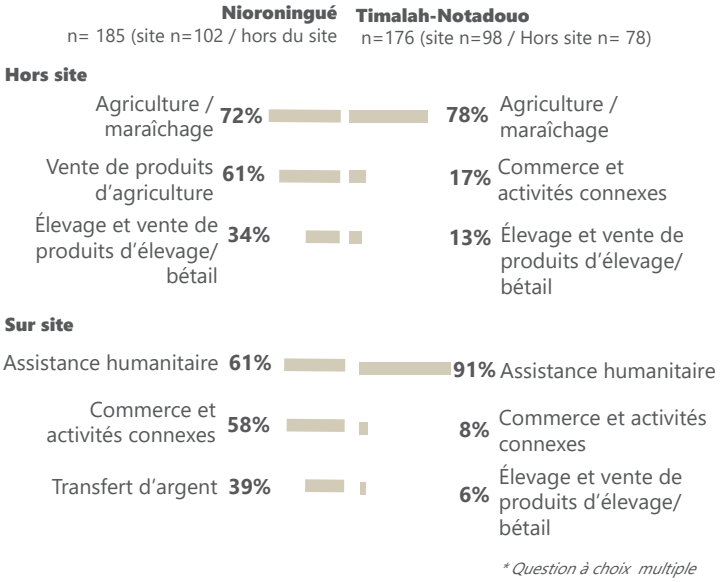
Les restrictions légales sur la propriété ou sur l'utilisation des terres est **la principale raison qui ne favorise pas l'accès à la terre des demandeurs d'asile** à Nioroningué (62%) et à Timalah-Notadouo (56%).

MOYENS DE SUBSISTANCE ET SÉCURITE ALIMENTAIRE

Selon le rapport des Nations unies sur la résilience dans le Nord-Est de la Côte d'Ivoire, **la principale source de revenu dans la région du Tchologo et du Bounkani est l'agriculture couplée à l'élevage.**[12] Ce rapport a également mentionné que **les revenus générés par les agriculteurs et les éleveurs dans ces localités sont faibles** à cause de leurs capacités techniques limitées, la pauvreté des sols, un faible accès à des intrants de qualité et des ressources financières pour l'investissement.

Face à ces difficultés rencontrées, **différentes stratégies d'adaptation ont été développées par les ménages** pour faire face aux besoins de nourriture. **Dans la présente évaluation, l'emprunt d'argent est la stratégie la plus couramment mentionnée.** À Nioroningué, cela représentait 23% en dehors du site et 59% sur le site. Également sur le site de Timalah-Notadouo, 62% des ménages ont eu recours à cette stratégie. En revanche en dehors du site, **la consommation des stocks de semence a été mentionnée** par 15% des ménages comme la principale stratégie d'adaptation.

Figure 27 : Principales sources de revenu pour satisfaire les besoins fondamentaux, durant les 30 derniers jours précédant la collecte, en % de ménages par localité et par groupe de population. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*



** Question à choix multiple*

Tableau 10 : Revenu moyen rapporté par les ménages au cours des 30 derniers jours précédant la collecte des données, par localité et par groupe de population (en FCFA).

	Nioroningué	Timalah-Notadouo
Hors site	**95 512 FCFA** (n=83)	**63 900 FCFA** (n=78)
Sur site	**62 929 FCFA** (n=102)	**68 158 FCFA** (n=98)

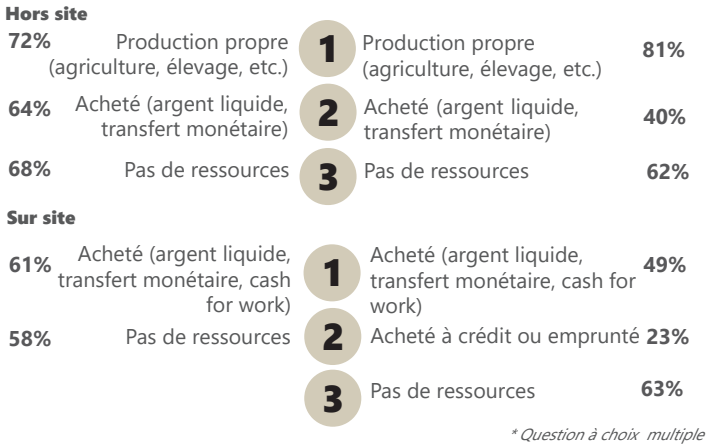
À Nioroningué, **les dépenses moyennes des ménages** interrogés **en dehors du site** s'élevaient à **71 510 FCFA** tandis que celles des demandeurs d'asile interrogés **sur le site** étaient d'une moyenne de **56 200 FCFA.**

À Timalah-Notadouo, **les dépenses moyennes des ménages** interrogés **en dehors du site** s'élevaient à **40 317 FCFA** tandis que celles des demandeurs d'asile interrogés **sur le site** étaient d'une moyenne de **44 393 FCFA**

Figure 28 : Principales difficultés rapportées limitant l'accès aux moyens de subsistance, en nombre de ménages par localité et par groupe de population. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*

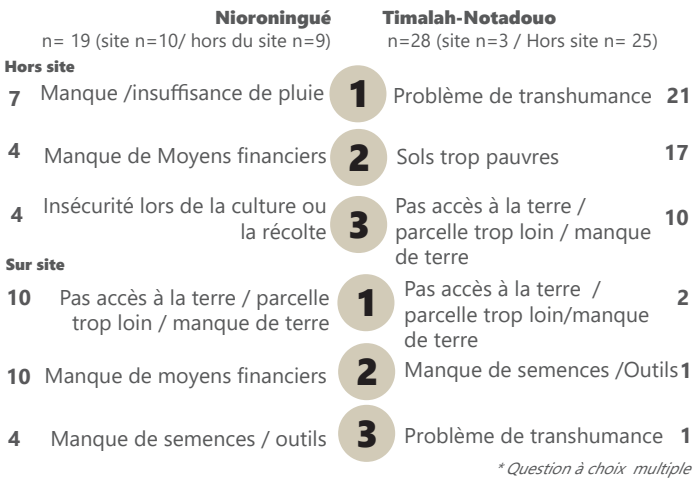
** Question à choix multiple*

Figure 29 : Principales sources de nourriture par ordre d'importance au cours des 30 derniers jours précédant la collecte, en % de ménages par localité et par groupe de population. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*



** Question à choix multiple*

Figure 30 : Principales difficultés spécifiques à la pratique agricole en nombre de ménages par groupe de population et par localité. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*



** Question à choix multiple*

Tableau 11 : Différentes stratégies d'adaptation utilisées par la majorité des ménages pour faire face aux besoins de nourriture, en % de ménages par localité et par groupe de population. * *(Catégories de stratégies d'adaptation en annexe)*

	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors Site (n=102)	Sur site (n=98)	Hors du site (n=78)	sur site (n=98)
Urgent	**0%**	**3%**	**3%**	**11%**
Crise	**14%**	**12%**	**24%**	**12%**
Stress	**19%**	**57%**	**5%**	**54%**
Aucun	**66%**	**28%**	**22%**	**22%**

** Question à choix unique*

Tableau 12 : Durée de trajet pour rejoindre un marché fonctionnel, en % de ménages évalués par localité et par groupe de population. *

	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors site (n=102)	Sur site (n=83)	Hors site (n=98)	Sur site (n=78)
Plus de 2 heures	0%	0%	8%	20%
Entre 1 heure et 1 heure 59 minutes	0%	12%	31%	14%
Entre 30 minutes et 59 minutes	29%	19%	27%	26%
Entre 15 et 30 minutes	71%	53%	33%	34%
Moins de 15 minutes	0%	13%	1%	4%
Ne sais pas	0%	4%	0%	2%

** Question à choix unique*

L'évaluation territoriale de l'accès des populations aux services et infrastructures de base dans le Tchologo et le Bounkani menée par REACH a montré qu'il y avait **une absence de marché fonctionnel dans les localités de Nioroningué et de Timalah-Notadouo.**[13] **Les populations parcouraient entre 5 et 15 kilomètres de distance pour s'approvisionner sur les marchés des localités proches**.

REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Depuis l'arrivée des demandeurs d'asile dans le nord de la Côte d'Ivoire, **divers efforts ont été déployés pour soutenir les communautés d'accueil (12 IC). La distribution de vivres (9 IC) et de gaz (6 IC) a constitué l'une des principales formes d'assistance, complétée par la distribution d'articles non alimentaires (4 IC).** Également, des dons de kits agricoles (1 IC) et la distribution de vivres et d'articles non-vivres dans un rayon de 10 km (7 villages) ont été réalisés. En matière d'infrastructures et d'accès à l'eau potable, des réparations de pompes (1 IC), la construction de forages (1 IC), l'installation de pompes hydrauliques (1 IC) et la construction d'écoles (1 IC) ont été menées. **Sur les deux sites (6 IC) à Ouangolodougou et (5 IC) à Bouna, des services de santé (5 IC) puis la distribution de vivres et d'argent liquide (5 IC) ont été menés. Il y a également des projets comme l'éducation (4 IC) et la construction d'espace de divertissement pour les jeunes enfants (2 IC) qui sont mis en œuvre ainsi que la distribution d'articles non alimentaires (4 IC), la construction d'abris (3 IC), des programmes de protection (1 IC) et d'hygiène et d'assainissement (1 IC)**.

En termes de perspectives, un programme nutritionnel ciblant les femmes enceintes, allaitantes et les enfants souffrant de malnutrition (2 IC) est projeté à Bouna et à Ouangolodougou (2IC) ainsi qu'un programme d'autonomisation via la distribution d'argent liquide sur place (Cash for Access) (2 IC). Cependant, **plusieurs projets ont été mis en veille (5 IC). Cela concerne notamment les projets d'infrastructures tels que la construction d'un château d'eau, d'un barrage et d'un centre de santé (4 IC)**. Également, il y a **la suspension des distributions d'argent liquide en dehors du site à destination des demandeurs d'asile (2 IC) et des familles hôtes (1 IC), ainsi que le projet de clôture de l'école (1 IC).**

Malgré ces efforts, plusieurs domaines clés continuent de présenter des besoins non satisfaits (9 IC) à Bouna comme à Ouangolodougou. De manière générale, l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement (EHA) demeure un défi majeur, avec des points d'eau insuffisants et des problèmes d'hygiène persistants (6 IC). Le secteur de la santé est également confronté à des difficultés, notamment des pénuries de médicaments, des frais de transport élevés et une capacité insuffisante par rapport à la taille de la population (4 IC). La sécurité (3IC), l'éducation (2 IC) et l'accès aux marchés (1IC) constituent également des domaines préoccupants, avec des besoins non satisfaits signalés. **Spécifiquement sur les sites de transit, de multiples défis entravent leur vie quotidienne. La saturation des sites d'accueil pose des problèmes d'accès aux services de base (2 IC). Le manque de matériels pour cuisiner affecte leur alimentation (1 IC). Les distributions en cash ne couvrent pas suffisamment leurs besoins essentiels (1 IC). En dehors du site de transit, la destruction des champs compromet les revenus des populations (4 IC). L'augmentation du temps d'attente pour l'eau limite l'accès à cette ressource (1 IC) et peut engendrer des conflits au quotidien. Enfin, la priorisation de certains projets dans certaines régions crée des inégalités d'accès aux services (1 IC).**

Figure 31 : % de ménages ayant bénéficié d'une assistance humanitaire au cours des 3 derniers mois précédant la collecte, par localité et par type de population. *

** Question à choix unique*

Figure 32 : Principales assistances humanitaires reçues au cours des trois derniers mois précédant la collecte, en % de ménages demandeurs d'asile interrogés sur le site par localité. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*

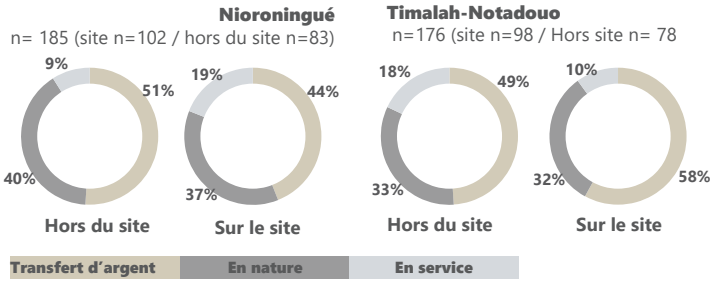
** Question à choix multiple*

Tableau 13 : Principales barrières d'accès à l'aide humanitaire au cours des 3 derniers mois précédant la collecte, en nombre de ménages par localité et par groupe de population. *

	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors site (n=13)	Sur site (n=1)	Hors site (n=20)	Sur site (n=14)
L'assistance humanitaire n'est pas disponible dans ma localité à cause de son inaccessibilité dû aux voies impraticables	0	0	0	7
Je n'ai pas connaissance d'une aide humanitaire disponible dans ma localité ou je ne sais pas comment y avoir accès.	3	0	5	0
Insatisfaction quant au comportement des travailleurs humanitaires (ils m'ont discriminé ou m'ont demandé de payer ou de fournir un service en échange de l'aide)	0	0	6	0
Je ne pense pas que mon ménage est éligible	11	0	9	7

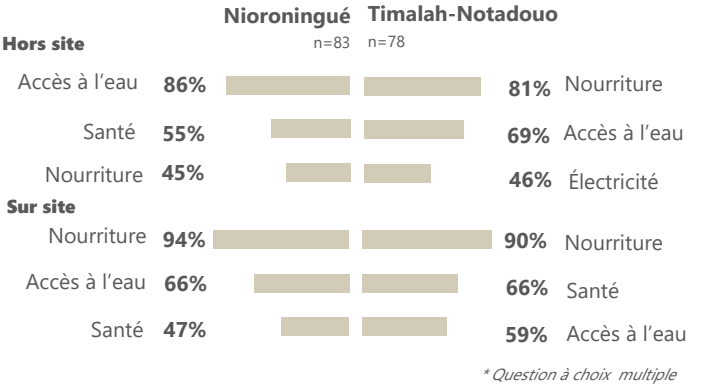
** Question à choix multiple*

Figure 33 : Préférence en matière de modalité d'assistance, en % de ménage par localité et le type de population. *



** Question à choix unique*

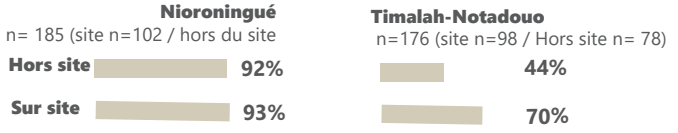
Figure 34 : Besoins identifiés comme prioritaires par localité et par groupe de population. * *(3 réponses les plus souvent rapportées)*



** Question à choix multiple*

À Nioroningué, **86% de la population en dehors du site et 85% des demandeurs d'asile sur le site semblent avoir un sentiment d'insatisfaction** du fait de l'assistance jugée insuffisante.
À Timalah-Notadouo, **46% des ménages en dehors du site et 44% sur le site semblent également avoir des besoins essentiels insatisfaits** vu l'assistance insuffisante.

Figure 35 : % de ménages ayant connaissance des mécanismes de plainte, par localité et par type de population. *



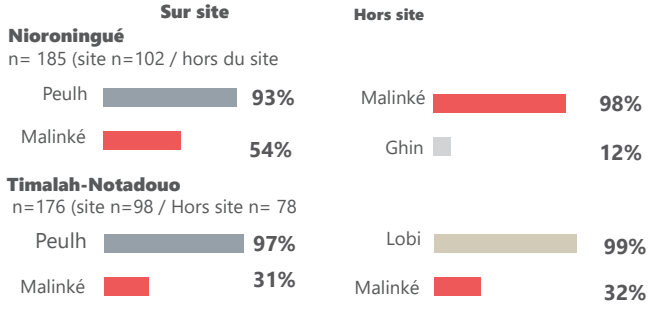
** Question à choix unique*

Tableau 14 : Principaux types de mécanismes de redevabilité mentionnés, en % de ménages par localité et par type de population. *

	Nioroningué		Timalah-Notadouo	
	Hors site (n=76)	Sur site (n=95)	Hors site (n=34)	Sur site (n=69)
Comité de gestion de plaintes	4%	37%	6%	33%
Comité de Sélection	3%	15%	0%	0%
Comité de protection	1%	26%	0%	0%
Leader communautaire	100%	92%	100%	84%
Ligne verte	0%	7%	0%	0%
Permanence	0%	0%	0%	12%

** Question à choix multiple*

Figure 34 : Principales langues de communication souhaitées pour recevoir de l'information concernant l'assistance humanitaire, en % de ménages par localité et groupe de population. * *(2 réponses les plus rapportées)*



** Question à choix multiple*

Plus de trois quart des répondants sur le site de transit et en dehors du site de transit à Nioroningué et à Timalah-Notadouo possèdent des téléphones basiques comme moyen de communication. Les types de couverture réseau les plus utilisés sont les appels et les SMS. À Nioroningué, cela représente 50% sur le site et 55% en dehors du site. À Timalah-Notadouo, cela concerne 58% sur le site et 64% en dehors du site.

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

La collecte des données s'est déroulée sur une période de 10 jours allant du 13 au 24 Mars 2024 dans 2 localités du Nord de la Côte d'Ivoire dont Nioroningué, sous-préfecture de Ouangolodougou dans la région du Tchologo et Timalah-Notadouo, sous-préfecture de Bouna dans la région du Bounkani.
Durant cette évaluation, une approche mixte qualitative et quantitative ont été utilisée lors de la collecte de données.

La composante qualitative comprenait **14 entretiens semi-structurés** avec les autorités administratives (5) et représentants communautaires (6), les représentants des organisations internationales et locales (3). Ce volet a permis d'identifier les acteurs impliqués dans la réponse, et leurs rôles respectifs, ainsi que les défis de coordination et de mise en œuvre auxquels font face les institutions locales, les représentants des communautés locales et les acteurs non-gouvernementaux des zones ciblées. Ces informations ont facilité la compréhension de la redevabilité envers les personnes affectées, d'améliorer la coordination et d'identifier les lacunes.

Le volet quantitatif adopté par REACH est un questionnaire structuré. La méthodologie d'échantillonnage aléatoire simple a été choisie, afin d'obtenir des résultats représentatifs avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Afin de réaliser un échantillonnage aléatoire simple hors site, en l'absence des chiffres exacts et récents des populations en dehors des sites, REACH a employé différentes méthodes et techniques SIG (Système d'Information Géographique) pour estimer le nombre de ménages à Timalah et Nioroningué. **361 ménages** ont été interrogés, dont **200 ménages de demandeurs d'asile sur le site de transit** *(102 ménages à Nioroningué, 98 ménages à Timalah-Notadouo)* et **161 ménages en dehors des sites** *(83 ménages à Nioroningué, 78 ménages à Timalah-Notadouo).* Les résultats présentés sont donc représentatifs à l'échelle de chaque groupe de population et par localité. Voir Termes de référence

LIMITE DE L'ÉVALUATION

La méthodologie employée dans cette évaluation présente quelques limitations. L'échantillon des ménages sur les sites de transit a été calculé sur la base de chiffres dynamiques fournis par le HCR au moment de la conception de la recherche. Cela peut introduire un biais si les effectifs réels ont significativement divergé des estimations fournies par le HCR. Également, en raison de l'indisponibilité de données au niveau des localités sur les chiffres de population, plusieurs méthodes SIG ont été utilisées pour estimer le nombre de ménages dans chaque localité. Par conséquent, le nombre de ménages demeure une estimation. Les résultats présentés dans ce rapport d'évaluation multisectorielle des besoins des demandeurs d'asile et de la population hôte regroupent des données collectées par une méthodologie mixte. Ces résultats présentent la situation au moment de la collecte de données en mars 2024 et ne tiennent pas compte d'évolutions pouvant avoir eu lieu depuis celle-ci. Les réponses aux questionnaires quantitatifs et qualitatifs reflètent les impressions des personnes interrogées. Par conséquent, certaines des réponses données peuvent ne pas refléter la totalité de la réalité, mais plutôt la perception des répondants.

ANNEXE

Tableau 15 : Catégories des stratégies d'adaptation aux moyens d'existence (LCS- sécurité alimentaire)

	Stress	Crise	Urgent
1	Vendre des actifs non productifs du ménage (radio, meubles, réfrigérateur, télévision, bijoux, etc.) à cause du manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.	Vendre des actifs productifs ou moyens de transport (bétail, matériel agricole, machine à coudre, brouette, vélo, voiture, etc.) à cause du manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.	Vendre la maison, la parcelle de terrain ou le champ à cause du manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
2	Emprunter de la nourriture ou acheter de la nourriture à crédit à cause du manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.	Consommer des stocks de semences qui devaient être gardés pour la prochaine saison agricole à cause du manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.	Au moins, un membre appartenant au ménage a dû s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus (vols, vente de la drogue, travail avec groupes armés, prostitution, etc.) à cause du manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
3	Emprunter de l'argent (à crédit) à cause du manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.	Retirer les enfants de l'école à cause du manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.	Confier les enfants à un proche à cause du manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.

NOTE DE FIN

[1] GRANIT, **Outils de veille multirisques pour les pays côtiers du Golf de Guinée**, 31 juillet 2022

[2] UNHCR Côte d'Ivoire, **Situation des demandeurs d'asile au Nord de la Côte d'Ivoire**, 09 juillet 2024

[3] UNHCR Côte d'Ivoire, **Situation des demandeurs d'asile au Nord de la Côte d'Ivoire**, 30 juin 2024

[4] Ibid

[5] Resources center I IMPACT , **Évaluation territoriale de l'accès des populations hôtes et déplacées aux services de base, Sous Préfecture de Bouna et Ouangolodougou**, décembre 2023

[6] Ibid

[7] UNHCR, **Situation des demandeurs d'asile au Nord de la Côte d'ivoire**, juin 2024

[8] Equal Access, **Analyse des dynamiques induites par le flux de populations déplacées**, septembre 2023

[9] Ressources center I IMPACT, **Évaluation territoriale de l'accès des populations hôtes et déplacées aux services de base, Sous Préfecture de Bouna et Ouangolodougou,** décembre 2023

[10] Les incidents de sécurité sont involontaires (accidents) alors que les incidents de sûreté sont intentionnels (attaques)

[11] Ressources center I IMPACT, **Évaluation territoriale de l'accès des populations hôtes et déplacées aux services de base, Sous Préfecture de Bouna et Ouangolodougou,** décembre 2023

[12] Nations Unies, **Renforcer la résilience dans le Nord de la Côte d'Ivoire**

[13] Resources center I IMPACT , **Évaluation territoriale de l'accès des populations hôtes et déplacées aux services de base, Sous Préfecture de Bouna et Ouangolodougou**, décembre 2023

A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et du Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.